

# Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

## L'Italie: talon d'Achille de la C.E.E.

### Radiographie d'une crise

Après avoir obtenu par 141 voix contre 113 l'investiture finale au Sénat, le Ve gouvernement de M. Aldo Moro, mettant ainsi fin à la partie politique de la crise italienne, s'est apprêté à affronter, avec des pouvoirs réels limités, tous les autres problèmes bien plus graves qui affligent cette nation.

Il serait vraiment remarquable qu'un tel gouvernement, dont le crédit au sein du pays est encore plus faible qu'au Parlement, puisse conserver le pouvoir jusqu'à la fin de la législature, prévue pour le printemps 1977, et éviter à la nation, déjà si éprouvée, le traumatisme d'élections anticipées.

#### Les côtés absurdes de la politique intérieure

La crise économique n'est certainement pas un problème uniquement italien. Cependant, son caractère est particulièrement aigu dans ce pays, car outre la pauvreté en matières premières, dont les importations stressent la balance nationale des paiements, il existe d'énormes déficiences dans les structures publiques, un parti de ma-  
jorité relative, la Démocratie Chrétienne, au gouvernement depuis trente ans et, par suite, usé par le pouvoir, une opposition pratiquement entièrement de gauche et ayant à sa tête le Parti Communiste qui déséquilibre politiquement le pays et qui, ne visant uniquement et exclusivement que le pouvoir, a envenimé la masse des travailleurs et des jeunes intellectuels par une propagande démagogique sous la poussée de laquelle de vastes franges de la Démocratie Chrétienne - une composition hétérogène au sein de laquelle sont unies et se combattent des groupes de toute tendance - ont poussé leur parti à transformer les propositions de l'opposition en mesures de loi encore démagogiques.

Entre une Démocratie Chrétienne qui recueille plus de votes parmi les électeurs apeurés que parmi ses propres fidèles, et un Parti Communiste dont la force électorale provient non pas de ses inscrits, mais de la masse des mécontents, s'agite .....

#### le Parti Socialiste ...

le Hamlet de la politique italienne.

Il est incontestable que les Italiens, com-

me actuellement presque tous les peuples, sont de tendances largement sociales et, par suite, seraient prêts à apporter de nombreux suffrages à un Parti Socialiste capable de présenter un programme se détachant des théories marxistes dépassées et vieilles de plus d'un siècle; capable, donc, d'affronter et de résoudre les problèmes actuels d'une société en évolution, où le terme de «intellectuel et conscient» s'applique non plus à une élite restreinte, mais à des couches toujours plus larges de masses nationales.

Mais le Parti Socialiste Italien, serré dans l'étau du cléricanisme de la Démocratie Chrétienne, détentrice du pouvoir, et de la démagogie populiste du P.C.I., n'arrive pas à se moderniser; il reste fixé au marxisme comme l'huître au rocher, alors que Marchais, en France, annonce déjà que le P.C.F. renonce à la dictature du prolétariat et que Berlinguer, à Moscou, lance la formule de l'eurocommunisme.

Incapable de se renouveler et de lancer son programme, le P.S.I. ne sait plus ce qu'il veut; mais il le veut totalement et le veut tout de suite. En janvier, il a ouvert la crise au cri de «les communistes au gouvernement!» et ces derniers l'ont immédiatement démenti.

Au cours des grandes assises du Parti, qui se sont conclues ces jours-ci à Rome, pas un mot n'a été prononcé pour la constitution d'un alignement européen des partis socialistes qui, soit dit en passant, constitueraient probablement le déploiement le plus important au sein du Parlement européen qui naîtra à la suite des élections communautaires de 1978.

## Les grands problèmes italiens

### L'avortement ...

L'évolution qui a concerné toute la société moderne a porté sur la scène, en Italie comme ailleurs, et après le problème du divorce, celui sans aucun doute éthiquement plus complexe, de l'avortement.

Alors que dans les autres nations ces problèmes n'ont donné lieu qu'à des débats de caractère moral et que les parties les ayant généralement reconnus comme des problèmes personnels, ont accordé à leurs électeurs un vote selon leur propre

Oublieux donc de l'existence d'une unité européenne et des graves difficultés économiques dans lesquelles se débat l'Italie, ils ont clôturé leurs assises en annonçant l'intention de demander au pays des élections anticipées, tout en ignorant, volontairement, la désapprobation prévisible de l'électorat et oubliant que le cheval de Troie, dont ils ont assumé la fonction vis-à-vis du Parti Communiste, fut détruit par les Achéens après que ces derniers, grâce à lui, aient conquis la ville de Priam.

### ... les Syndicats

L'organisation syndicale italienne, nettement dominée par la C.G.I.L., au sein de laquelle commande le Parti Communiste pratiquement incontesté, s'est écartée de ses fonctions de tutelle et d'essor des masses de travailleurs, pour devenir un instrument politique destiné exclusivement à permettre au P.C.I. d'arriver à ses fins, c'est-à-dire à la prise du pouvoir.

C'est ainsi que l'on est arrivé à la situation absurde d'un pays où la majorité électorale décide dans un sens et le gouvernement et les classes dirigeantes, totalement à la merci des syndicats et des pressions de la rue qui s'ensuivent, agissent dans la direction voulue par l'opposition.

Sous de nombreux aspects, on peut affirmer qu'il existe en Italie un étrange régime péroniste où, par le truchement de la pression syndicale, l'opposition commande le gouvernement et offre à la majorité, comme bouée de sauvetage, le «compromis historique», c'est-à-dire un accord entre le diable et l'eau bénite.

conscience, en Italie, la présence toujours active du Vatican contraint la Démocratie Chrétienne à les transformer en problèmes politiques. Le résultat est que chaque fois, et malgré elle, cela amène à des confrontations qui portent préjudice non seulement à ce parti de majorité relative, mais également à l'Eglise de Rome.

Déjà dans le récent référendum sur le divorce, la D.C., soutenue par les votes fascistes et avec la bénédiction de la Place Saint-Pierre, a subi une défaite cuisante. En ce qui concerne l'avortement, pour ne

pas trop déplaire à l'Église et pour éviter la débâcle d'un second référendum défavorable, la Démocratie Chrétienne en arrive à passer un compromis avec le Parti Communiste qui ne veut pas, pour ses fins de haute stratégie politique, laisser aux Italiens des libertés excessives.

### ... les scandales ...

A la suite des enquêtes conduites par la Commission du Sénat des Etats-Unis, une vague de scandales s'est abattue sur l'Europe et sur le Japon.

La vague d'outre-océan a ravivé en Italie un nouveau type de sport national.

Avec ou sans preuves, une série continue d'accusations est lancée contre des hommes politiques, de hauts dirigeants de l'Etat et de grandes industries publiques et privées.

Si cette vague doit être purificatrice, nous ne pouvons que nous en réjouir au nom de la démocratie; mais si elle devait devenir un instrument de vengeance et de contre-vengeance (tu dénonces un de mes dirigeants, je dénonce un de tes dirigeants), elle se transformerait en un jeu dangereux de destruction de la confiance du peuple et, par suite, de la démocratie et ne servirait que ceux qui, de la droite ou de la gauche, attendent que les Italiens, fatigués, soient disposés à renoncer à la liberté pour un ordre despotique.

### ... les désordres et les grèves

La série des plaies qui affligent l'Italie comprend, également, des désordres et des grèves.

Des bandes extrémistes de droite et de gauche ont déclaré une véritable guerre à l'Etat.

Après les attentats à la dynamite, peut-être fascistes, de Piazza Fontana à Milan et du train Italicus, les Brigades Rouges et les N.A.P. (Noyaux Armés Proletaires) sont descendus dans la rue et ont entrepris des assauts aux casernes des carabinieri, des séquestres de personnes et des révoltes dans les prisons.

Toutes les occasions sont bonnes pour provoquer des actes de violence. L'augmentation des tarifs téléphoniques justifie les bombes Molotov contre les centrales téléphoniques.

Entre-temps, une politique syndicale exaspérée a dégoûté du travail les masses italiennes.

L'absentéisme atteint des pointes de 30%. Les heures de grève, dans un pays où l'économie est épuisée et qui doit affronter, par manque de matières premières, ses achats à l'étranger avec des ventes de produits manufacturés, donc de travail, sont arrivées à des chiffres hyperboliques qui battent de très loin tout record européen.

On fait grève, indifféremment, pour des motifs politiques ou corporatifs, contre la crise et le chômage qui s'ensuit, pour empêcher le transfert d'un ouvrier d'un secteur à un autre de la même entreprise, même si la distance entre les deux postes de travail n'est que de 30 mètres à peine ...

Un groupe politique faisant partie du gouvernement en est arrivé à demander au Parlement que soient désarmées les forces de l'ordre et une vague de criminalité s'est abattue sur le pays.

Des agents de police et des carabinieri sont tués, les évasions des prisons ne constituent plus «le fait sensationnel» et l'Italie a le triste record de raptés de personnes dans un but de rançon.

La monnaie s'érode et le manque de confiance dans les institutions et l'avenir du pays sont à l'origine de fuites importantes de capitaux vers l'étranger.

### Le P.C.I. à cheval sur le tigre

Le nouveau gouvernement a lancé récemment des mesures sévères contre ce phénomène, mais les boeufs, tout au moins les plus gras, se sont déjà échappés de l'étable!

Il est hors de doute que la Démocratie Chrétienne, étant au pouvoir depuis trente ans, est largement responsable de cette situation tragique, et la moindre de ses fautes n'est pas celle de n'avoir pas su empêcher le Parti Communiste de miner aussi profondément le tissu conjonctif de la nation pour en provoquer le collapsus et d'apparaître ainsi, dans le moment le plus difficile, comme le seul sauveur possible.

Et pourtant, quand le Parti Socialiste ouvre la crise gouvernementale en janvier, en appelant pratiquement les communistes au gouvernement, ceux-ci, les premiers, re-

fusèrent l'offre et démentirent l'action de leurs cousins trop zélés.

Le fait mérite d'être médité. Il est permis de supposer que le Parti Communiste Italien n'avait pas reçu, à cette époque, le feu vert du Kremlin, parce que son accession au pouvoir - avec une participation momentanée, dans l'attente d'en rester le maître absolu - aurait comporté un désaveu complet des franges extrémistes de gauche (et, par suite, une déclaration de guerre de ces dernières au P.C.I.), un resserrement des rênes aux syndicats pour ramener les salaires dans les limites consenties par l'économie de la nation, une lutte sans merci contre l'absentéisme, des mesures fiscales sans précédent.

En somme, toute une série de mesures impopulaires qui leur auraient aliéné les votes de la grande masse des mécontents qu'il a conquise et gardée jusqu'à ce jour

grâce à des promesses démagogiques.

Mais en Italie, pour des motifs évidents de politique étrangère, le Communisme peut aspirer à monter au pouvoir, uniquement à travers un appel électoral. Mais cette majorité ne pourrait pas lui être acquise en partageant le pouvoir dans un moment difficile comme celui qu'il a personnellement et largement contribué à créer. Trente ans d'opposition démagogique érodent tout autant que trente ans de pouvoir.

De nombreux travailleurs se rendent déjà compte, en Italie, que bon nombre des actions des syndicats n'ont pas été dirigées en leur faveur; et les syndicats, à leur tour, se sont rendu compte que les travailleurs avaient commencé à comprendre.

A mi-février, à Milan, place du Dôme, M. Lama, communiste et chef de la Confédération Générale du Travail, n'a pas pu parler lors d'un meeting de grévistes.

## Communisme

### Le vieux visage ...

Le jour où il sera possible d'écrire une analyse critique sereine et approfondie des causes et des effets de la Seconde Guerre mondiale, il est probable que de nombreuses statues seront abattues et que l'ordre de priorité qui aligne actuellement les responsables des grands crimes contre l'humanité subira de sérieux bouleversements, si l'on reconnaîtra le principe qu'erreurs et crimes doivent être jugés sur un pied d'égalité et n'être différenciés que par la somme des souffrances qu'ils ont causées au genre humain.

A la suite des erreurs de Churchill et de Roosevelt qui, pour abattre un dictateur, s'allièrent à un autre (alors que l'affrontement entre les deux antagonistes avait déjà commencé), le Communisme fut présenté au monde sous une image démocratique.

Némésis est une déesse au sommeil profond, parce que la justice aurait voulu que le Communisme ait pénétré en profondeur dans le sein du Royaume-Uni et des Etats-Unis.

Par contre, l'infection s'est répandue dans les corps les plus faibles d'autres nations, à commencer par celles de l'Europe

de l'Est que le sieur Churchill céda, *en dix minutes*, à Staline à Yalta, à la fin d'un repas demeuré célèbre.

Bill, un ami britannique sympathique, me raconta avoir été l'hôte de Churchill lors du séjour de ce dernier en Italie, immédiatement après la fin de la guerre.

«Quel homme, ce Sir Winston! - s'exclama Bill en complétant le cours de son récit - A table, il boit à lui seul une bouteille entière de whisky et la moitié d'une autre à la fin du repas».

Il est probable qu'à la fin du repas de Yalta, également, le sieur Churchill se soit comporté comme un Homme, mesuré au mètre, ou plutôt au litre, par l'ami Bill. Il est probable que Staline, en bon amphitryon, ait fourni la table d'une généreuse vodka, au lieu du whisky écossais, obtenant peut-être sur son hôte un meilleur résultat alcoolique. C'est parfois dans ces conditions que les hommes écrivent l'histoire.

A la fin de la guerre, d'autres nations de l'Europe de l'Ouest offraient, elles aussi, un terrain idéal pour la pénétration du Communisme. Parmi elles, l'Italie.

Champion de la résistance et, par suite, rempart sûr contre tout sursaut du fascis-

me, le Communisme fut imposé par les Alliés à cette nation vaincue, comme partenaire indispensable à son premier gouvernement démocratique. On découvrira, un jour peut-être, que cela faisait partie des accords secrets de Yalta.

Au début, la dépendance du Communisme italien aux ordres de Moscou fut ouverte et déclarée avec orgueil.

L'adhésion de l'Italie au Pacte Atlantique fut entravée par les communistes en 1950, par une bataille parlementaire au cours d'une séance fleuve qui dura pendant trois jours.

La menace d'un bouleversement de l'organisation sociale italienne était tellement évidente que les U.S.A., s'en rendirent compte et cette situation devint un problème politique entre ces deux pays.

Conscient de l'impossibilité de s'emparer du pouvoir par la violence, le Communisme se couvrit; alors, du masque de la démocratie et, pour accéder au pouvoir par le suffrage populaire, commença une oeuvre de désagrégation et de destruction de l'appareil de l'État et de l'économie nationale, bien aidé, en cela, par le Parti Socialiste à qui il était lié électoralement au sein du « Bloc du Peuple ».

### ... et le nouveau ...

Une fois constituée la Communauté Economique Européenne et que cet organisme s'est démontré être un élément vital et capable de prendre un grand essor, le Communisme s'inquiéta car la formation, à l'Ouest de l'Europe, d'une telle unité politique - pratiquement une troisième puissance mondiale - aurait fini par constituer un puissant pôle d'attraction pour les pays de l'Est européen qui cependant - qu'ils soient satellites ou non - se trouvent encore pratiquement sous son influence directe et inflexible.

Etant donné l'impossibilité de s'opposer efficacement à la formation d'une telle nouvelle force, le Kremlin ne renonça pas à l'idée de soumettre ou tout au moins d'attacher à son char la nouvelle puissance naissante.

La partie molle du nouveau déploiement européen, se trouve en Italie, où existe le parti communiste le plus fort hors de l'U.R.S.S. Le suit, mais à une certaine distance, le P.C.F.

### ... l'Eurocommunisme

Après avoir énoncé sa démocratisation, pour le moment entièrement utilisée et consommée à l'extérieur, le Communisme a appliqué une nouvelle façade et lui a donné une nouvelle dénomination: Eurocommunisme.

Pour l'Europe occidentale, plus de communisme de marque soviétique.

En France, Marchais, chef du P.C.F., renonce officiellement à la dictature du prolétariat; en Espagne, Santiago Carillo affiche des attitudes démocratiques, mais l'aspect le plus éclatant de transformisme vient de l'Italie.

Non seulement, dès 1968, des condamnations modérées et platoniques du P.C.I. s'étaient levées contre le massacre du « Printemps de Prague », mais au récent Congrès du Parti Communiste à Moscou, Berlinguer, chef du P.C.I., a textuellement déclaré qu'en « Italie, on peut et l'on doit avancer vers le socialisme avec la contribution de forces politiques, d'organisations et de partis différents et que la classe ouvrière peut et doit affirmer sa fonction historique dans un système pluraliste et démocratique ».

De l'estrade moscovite, Berlinguer a déclaré, en outre, que la souveraineté du peuple italien doit être défendue contre toute ingérence étrangère. « Une voie garantie - a conclu le leader du P.C.I. - par l'appartenance de ce pays à l'OTAN et à la CEE ».

Le fait que M. Berlinguer soit revenu vivant en Italie et que les chars d'assaut du Pacte de Varsovie n'aient pas mis leurs moteurs en marche est, en soi, un événement remarquable.

M. Marchais ne s'était pas fié de se rendre personnellement à l'ombre du Kremlin; mais il est bien connu que les Français sont méfiants de nature et que les Italiens, par contre, sont des romantiques.

Or nous aimerions mettre sur une table d'opération l'Eurocommunisme, non pas pour le tuer avec les instruments chirurgicaux, mais pour voir ce qui se trouve à l'intérieur. Au nom de la science, et de la prudence, car il s'agit d'une médecine qui nous est offerte et dont nous ne connaissons ni la nature, ni les effets.

*R.C. Hood*

# L'Europe d'Helsinki et l'Union Soviétique

Le prix exigé par l'U.R.S.S. pour apposer sa signature au bas de l'Accord d'Helsinki, au terme de la Conférence pour la paix et la sécurité en Europe, a été *la reconnaissance des frontières établies à Yalta, avant même la fin de la Seconde Guerre mondiale.*

Leur modification ne sera désormais possible que par des accords bilatéraux et des pourparlers pacifiques, sans pressions ou menaces. Des invasions, comme celles de la Hongrie en 1956 et de la Tchécoslovaquie en 1968 ne sont plus admissibles et possibles. Il faudrait donc prévoir une longue période de paix et de coopération.

Mais l'U.R.S.S. ne se contente pas de posséder des territoires arrachés à d'autres peuples européens, en plein accord avec Hitler, son allié de la première heure, et ensuite avec le consentement de Churchill et de Roosevelt, alliés complaisants pour la victoire. *L'U.R.S.S. tente, maintenant, de trouver quelques justifications historiques et ethniques étranges en altérant, selon son bon vouloir, l'histoire des nations qu'elle a opprimées.* Après avoir soustrait territoires et populations à la Finlande, aux pays baltes, à l'Allemagne et à la Pologne en instaurant un système colonial au cœur de l'Europe occidentale, elle s'en prend maintenant à la nation roumaine à laquelle elle a déjà enlevé la Bessarabie et une partie de la Bucovine. La première, parce qu'elle l'a obtenue après avoir convaincu, par la fraude et les pressions, les puissances occidentales de 1812 à 1856, puis encore de 1878 à 1917. En ce qui concerne la Bucovine, par contre, Molotov prétendit la garder pendant 25 ans, à titre d'indemnisation pour les dommages créés, selon lui, à la Bessarabie par la Roumanie, à qui d'ailleurs elle appartenait légitimement depuis toujours, pendant les trois décennies au cours desquelles les Roumains avaient réoccupé cette région qui était la leur.

Pour justifier la possession de ces terres européennes, l'Union soviétique a lancé,

par le truchement d'un certain A.M. Lazarev, une nouvelle théorie ethnique: les habitants de la Bessarabie, déjà transformée en République moldave «autonome», seraient d'une ethnie différente de celle des Roumains et ceci bien qu'ils parlent la langue roumaine. Dans son violent volume de 900 pages, le linguiste improvisé Lazarev «démontre» l'existence d'une langue moldave en Bessarabie. Pour la faire apparaître différente du roumain, il transcrit ce dernier en caractères cyrilliques! Imaginons-nous l'italien, l'espagnol ou le français écrits en cyrilliques avec 35 lettres ou, même, 37! Il ne faudra pas s'étonner si, un jour, le «linguiste» Lazarev fera encore d'autres découvertes de ce genre à propos d'autres langues occidentales.

Mais son travail magique de bolchévisation ne s'arrête pas là; il veut convaincre non seulement les pauvres Roumains devenus, contre leur volonté, des sujets soviétiques, mais également l'Europe et le monde entier de sa découverte mirobolante. Il revendique, donc, la moitié des écrivains roumains et, naturellement, les meilleurs, comme étant «moldaves», c'est-à-dire soviétiques et leurs oeuvres forment maintenant le patrimoine culturel des nouveaux sujets de Lazarev. Parmi eux on compte Vasile Alecsandri, roumain de naissance et de culture qui obtint le siècle passé, à Montpellier, une médaille d'or pour la plus belle poésie sur le monde latin, à un concours auquel participaient les nations latines justement.

Ne parlons pas, ensuite, des énormités historiques du sieur Lazarev sur les hauts faits des princes, chefs des trois Principautés roumaines: Munténie, Moldavie et Transylvanie. Quelle que fut l'origine ethnique de ces princes, ils luttèrent tous pour défendre leur indépendance et leur autonomie contre les Tatares et les Turcs et, au début, justement contre ces Tatares qui avaient soumis tous les Slaves de l'Est, et la Russie elle-même n'était alors rien d'autre qu'un «khānat tatar».

Les Roumains, dernier fragment de l'Empire romain, assumèrent, à la chute de Constantinople, l'héritage et la charge de protéger l'Eglise Orthodoxe. Ils aidèrent les monastères du Mont Athos et la culture des populations serbe, grecque, bulgare et albanaise, par la publication de livres et la fourniture de secours qui permirent à ces nations de sauver leur patrimoine intellectuel au cours des trois longs siècles et demi de domination turque. Au cours actuel, cette assistance peut être évaluée à environ quatre milliards de dollars. Ce furent, en outre, les princes roumains - Etienne le Grand, appelé par le pape «athlète du Christ» et Michel le Brave, qui reconstitua la Dacie - qui incitèrent les nations européennes à s'unir en une grande «République Chrétienne» pour combattre le danger turc et libérer Constantinople, la Rome Nouvelle.

Mais tout ceci n'intéresse pas l'historien Lazarev, car ces faits ne servent pas ses thèses invraisemblables et le pouvoir qui lui ordonne de créer de nouveaux visages aux nations et des cocktails pour atteindre qui sait quels nouveaux projets géopolitiques.

De même, un autre «grand» géographe-économiste-politicien Valev exhiba, il y a environ dix ans, une carte géographique de l'Europe et créa avec ses ciseaux de nouveaux Etats de carton, colorés en «russe», pour améliorer le standard de vie et la féli-

cité de leurs populations.

Pour la paix de l'Europe, telle qu'elle a été désirée à Helsinki, les Roumains appelés en cause par la mauvaise foi des Lazarev et des Valev ne peuvent pas ne pas répondre pour fournir un éclaircissement nécessaire des idées qui évitent des confusions voulues.

Nous publierons cette réponse dans un supplément au Bulletin Européen.

C'est à se demander si les «Théories Historiques» de Lazarev et de ses compagnons sont la méthode de paix la meilleure entre les peuples dans l'esprit de l'Accord d'Helsinki ou si ces «historiens» verront leur nom rappelé dans les livres d'histoire comme celui de ceux qui, les premiers, altérèrent cet esprit de paix, que les représentants de 32 nations réaffirmèrent solennellement à Helsinki.

Il se pourrait que pour servir leur maître, les Lazarev voudront justifier, un jour, la possession soviétique de la Prusse orientale et seront capables d'écrire «l'allemand avec des caractères cyrilliques» et proclameront qu'Emmanuel Kant - le philosophe allemand honoré par la culture mondiale - est le plus «authentique penseur russe», même s'il est bourgeois, et le déclareront heureux de reposer dans sa tombe devenue terre russe.

*Europaes*

---

## Les précurseurs de l'Européisme

Dans le cadre du cycle de conférences «Les Précurseurs de l'Européisme au XXe siècle», la Fondation Européenne Dragan a célébré, le 24 mars dernier, à son siège de Rome, la commémoration de A.C. Popovici.

La figure de cet européiste roumain a été réévoquée par S.A.R.I. l'Archiduc Otto de Habsbourg, président de l'Association Pan-europa.

A la fin de la conférence qui a été présentée et conduite par le sénateur Giuseppe Brusasca au cours du débat qui s'en est suivi, l'Archiduc Otto de Habsbourg a remis au Professeur Costantino Dragan la médaille d'or que lui a conférée la «Fondation du Mérite Européen» en reconnaissance de l'oeuvre qu'il exerce depuis plus de vingt-cinq ans pour l'affirmation et la diffusion de l'idée d'une Europe unie.

## Resolution comprising an action programme in the field of education

Brussels, December 10th 1975

11.1 An Education Committee shall be set up consisting of representatives of the Member States and the Commission.

of schools in which teaching would be done through the medium of more than one language.

IV. The action programme is as follows:  
*Better facilities for the education and training of nationals and the children of nationals of other Member States of the Communities and of non-member countries*

1... To this end, they agree to support the following measures:

- Organizing and developing a reception system which would include intensive study of the language or languages of the host country;
- Providing the necessary facilities for teaching these children their mother tongue and culture;

2. The following action will be implemented at Community level:

Exchange of information and experience concerning the organization of suitable types of teaching, taking the form of a limited number of pilot schemes to enable these types of teaching to be compared and assessed, and of co-operation in the training of teachers required to assume responsibility in this field;

- Educational studies and research on the following topics:

Adapted language-teaching methods;

The place and importance of the mother tongue and culture in school curricula;

Existing conditions and provisions for access to education at all levels, and special needs with regard to educational guidance;

Present and proposed provisions for educational and language-teaching programmes on radio and television;

Assessing the need for the setting up

5. In order to give a European dimension to the experience of teachers and pupils in primary and secondary schools in the Community. Member States will promote and organize:

- Short study visits and exchanges for teachers, with special emphasis on student teachers of languages;
- Development of the national information and advisory services necessary to promote the mobility and interchange of pupils and teachers within the Community;
- Development of the national information and advisory services necessary to promote the mobility and interchange of pupils and teachers within the Community;
- Contacts between the authorities of establishments concerned with teacher training;
- Educational activities with a European content.

*Teaching of foreign languages*

17. In order to enable the greatest possible number of students to learn the languages of the Community, the following objectives will be promoted:

- Offering all pupils the opportunity of learning at least one other Community language;

- The principle that before qualifying as a foreign language teacher a student should have spent a period in a country or region where the language he is to teach is spoken;

- The promotion (e.g. on radio and television) of language teaching outside the training requirements of adults.

## Résolution comportant un programme d'action en matière d'éducation

Bruxelles, le 10 décembre 1975

II.1 Il est établi un Comité de l'Education, composé de représentants des Etats membres et de la Commission.

IV. Le programme d'action est le suivant:

*Meilleures possibilités de formation culturelle et professionnelle des ressortissants des autres Etats membres des Communautés et des pays non membres, ainsi que de leurs enfants.*

1... A cet effet, ils conviennent de promouvoir notamment les actions suivantes:

- Organiser et développer un enseignement d'accueil incluant un apprentissage accéléré de la langue du pays d'accueil;
- Faciliter dans la mesure nécessaire à ces enfants un enseignement de leur langue maternelle et de leur culture (...)

2. Seront mis en oeuvre au niveau communautaire:

- Un échange d'informations et d'expériences sur l'organisation des enseignements appropriés, concrétisés par un nombre limité d'actions pilotes permettant l'évaluation et la comparaison de ces enseignements, ainsi qu'une coopération en matière de formation d'enseignants appelés à exercer des responsabilités dans ce domaine;

- des études et des travaux de recherches pédagogiques dans les domaines suivants:

Etude de méthodes adaptées d'enseignement des langues;

Etude de la place et l'importance de la culture et de la langue d'origine dans les programmes scolaires;

Etude des conditions ainsi que des dispositions existantes pour l'accès à l'éducation à tous les niveaux, et des besoins particuliers d'orientation scolaire;

Etude des dispositions actuelles et envisagées pour les programmes éducatifs et d'enseignement des langues de la radio et

de la télévision;

Etude pour déterminer s'il existe un besoin de créer des écoles dans lesquelles l'enseignement est dispensé par l'intermédiaire de plus d'une langue.

5. Pour donner une dimension européenne à l'expérience des enseignants et des élèves des écoles primaires et secondaires dans la Communauté, seront encouragées et organisées par les Etats membres:

- Des visites d'étude et des échanges de courte durée pour les enseignants, un effort particulier étant fait pour les professeurs de langues en cours de formation;

- Le développement des services nationaux d'information et de consultation nécessaires pour encourager les échanges et la mobilité des élèves et des enseignants à l'intérieur de la Communauté;

- Des contacts entre les autorités des établissements qui ont parmi leurs tâches la formation des enseignants;

- Des activités scolaires à contenu européen.

*Enseignement des langues étrangères*

17. Afin de permettre au plus grand nombre possible d'élèves d'apprendre les langues de la Communauté, les objectifs suivants seront promus:

- Offrir à tous les élèves la possibilité d'étudier au moins une autre langue de la Communauté;

- Le principe que tout futur professeur de langue accomplisse un séjour dans un pays ou une région parlant la langue qu'il enseignera;

- La promotion (par exemple par le moyen de la radio et de la télévision) de l'enseignement des langues en dehors du système scolaire traditionnel, et particulièrement à des fins de formation professionnelle des adultes.



# Détente

## - Hopes and disappointments -

After rain, fine weather - after the cold war, détente. And after détente...?

The American journalist William Safire has already coined the phrase «the second cold war» and the French expert on political matters, Pierre Hassner, speaks of an «age of distrust».

The policy of détente has become bogged down in the mud. In the West, one is tempted to conclude that all the evils the «free world» is suffering from right now are the disastrous results of the policy of détente. It's an ill wind that blows nobody

good - and one might think, for example, of the improvement of relations between the two Germanies or of the mutual advantages created by the development of trade between East and West.

The communist world never ceases praising the virtues of the policy of détente, never stops demanding that it should not be abandoned. The years of détente have enabled the USSR to increase its military potential, as can be seen from the chart below.

AMERICA'S DIMINISHING EDGE				
	1965		1975	
	U.S.	U.S.S.R.	U.S.	U.S.S.R.
Intercontinental Ballistic Missiles	854	224	1,054	1,603
Missile Nuclear Warheads	1,702	390	6,794	3,442
Antiaircraft Missile Launchers	2,694	8,900	330	9,500
Army Personnel	940,000	1,800,000	789,000	2,500,000
Tanks	10,200	30,500	10,100	40,000
Attack Aircraft Carriers	16	0	14	0
Cruisers	33	22	27	33
Air Force Tactical Aircraft	5,800	3,250	5,000	5,350
Strategic Airlift Planes	26	8	300	60

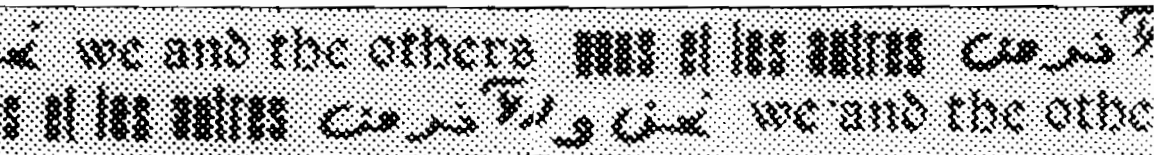
«Time», 15 March 1976.

The years of détente have enabled the USSR to draw considerably close to the USA in the economic field too. It is not a question of parity (yet!) and the state of Soviet agriculture is still... reassuring for the Americans.

In such conditions, nothing is more natural than to read of such things being said

as:

«We make no secret of the fact that we see détente as the way to create more favorable conditions for peaceful socialist and communist construction», «Brezhnev told the 25th Congress of the Communist Party of the Soviet Union at its opening session in Moscow. «Détente and peaceful



coexistence refer to interstate relations. This means mainly that disputes and conflicts between countries are not to be settled by the use or threat of force. Détente does not in the slightest abolish, and cannot abolish or alter, the laws of the class struggle... There is no room for neutralism and compromise in the struggle between (socialism and capitalism)».

The Soviet press publishes articles full of the nicest, most encouraging considerations on the sincerity and good will of the communists regarding the troika détente-cooperation-peace.

An example. «Novosti», organ of the Soviet press agency, no. 37 of 29 February 1976, has this to say:

«Just as peace is indivisible, so too is détente, since it is a direct projection of peace into politics, economics and all the other spheres of human activity... Since we are sufficiently realistic, we have proposed constructive and mutually advantageous ideas for the Europe of the future in the new programme of peace and cooperation. What are they?

The Soviet communists propose to do everything possible to consolidate international détente and transform it into concrete expressions of cooperation between nations; to follow a line whose implementation will lead to a full application of all the points included in the final act of the Pan-European Conference and to the development of peaceful cooperation in Europe; to continue to develop coherently, and in harmony with the principles of peaceful coexistence, relations of long-term and reciprocally advantageous cooperation in various fields (politics, economics, culture and science) with the... capitalist countries.

«The Europe of détente and cooperation would become more indulgent, wise and rich».

The events in Angola and the presidential campaign in the United States have dealt two mortal blows to détente - at least as a political slogan. In the face of critics like Ronald Reagan, who charge that détente means unilateral concessions to the Russians, Ford has adopted the clumsy phrase «peace through strength».

A change of name or of policy? Kissinger has gone to great pains to convince the journalists that the American executive has no intention at all of giving up negotiations with the Russians. «Détente is dead,» writes Irving Kristol in the «Wall Street Journal», «but Kissinger refuses to bury it». In any case, the language of the American Secretary of State, the indefatigable champion of détente, is beginning to take on more severe inflections.

From words, one has moved on to deeds: adjourning the American-Soviet talks planned for March (three commissions, on trade, energy and ecology) has been seen as a sanction (penalties) on the part of the United States against the intervention of the USSR in Angola; the American-Soviet talks on the purchase of Soviet oil have been suspended; one is beginning to notice the first signs of worsening relations between the two Germanies - and this is not the only European echo of the stiffening of relations between the super-powers. And it is also for this reason that we Europeans are following the development of these relations with some concern. The ups and downs of détente directly involve the fate of the Old World.

*H. Olsen*

# QUO VADIS EUROPA?

## Le Parlement Européen

D'ici à deux ans, le premier Parlement européen sera une réalité. La date des élections: mai-juin 1978.

La décision prise par les chefs des gouvernements communautaires de créer une Assemblée élue au suffrage universel a marqué le début d'une étape décisive dans le processus de l'unification européenne. Sans aucun doute un succès. Mais tant que l'on reste dans la stratosphère des beaux principes, le succès n'a que la valeur de nobles promesses.

Avant de plonger dans l'obscurité qui ca-

che le futur du Parlement européen, résumons ce qui est vraiment clair: son passé et la situation actuelle. N'oublions pas - et en disant cela nous nous adressons aux lecteurs peu versés dans l'histoire des institutions européistes et européennes - qu'une Assemblée appelée «Parlement Européen» existe déjà (bien que les Français lui contestent le nom), qu'elle siège à Strasbourg et qu'elle est un des deux organes du Conseil de l'Europe (l'autre étant le Comité ou Conseil des ministres).

### Avant tout, un peu d'histoire

L'acte de naissance du Parlement européen est sanctionné par l'article 138 du Traité de Rome de 1957 instituant la C.E.E. qui déclare:

«1) L'Assemblée (européenne) est formée de délégués que les parlements sont appelés à désigner en leur sein, selon la procédure fixée par chaque Etat membre. (...)

»3) L'Assemblée élaborera des projets en vue de permettre l'élection au suffrage universel direct, selon une procédure uniforme dans tous les Etats membres.

» Le conseil (de la Communauté, où chaque gouvernement est représenté), statuant à l'unanimité, arrêtera les dispositions dont il recommandera l'adoption par les Etats membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives».

L'institution communautaire ainsi créée représentait quelque chose d'entièrement nouveau. Elle n'était pas copiée sur le modèle de l'Assemblée Générale des Nations Unies, où chaque Etat membre dispose d'une seule voix - qui est celle de son gouvernement. A l'Assemblée de Strasbourg, chaque pays a plusieurs représentants (le nombre, précisé par le statut, est en quelque sorte proportionnel au nombre des ha-

bitants); des 198 sièges au total, 6 appartiennent, par exemple, au Luxembourg, tandis que l'Allemagne fédérale, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie disposent de 36 sièges chacune. D'autre part, les députés expriment, les uns le point de vue de leur gouvernement respectif, les autres ceux des partis de l'opposition. La structure de chaque délégation nationale reflète l'équilibre entre les partis politiques de l'Etat respectif. Les membres de l'Assemblée de Strasbourg - qui appartiennent tous à l'une des Chambres du Parlement national - ne parlent pas au nom de leur gouvernement et de leur pays, mais au nom de leurs électeurs et de leur parti.

Ce que nous venons d'appeler «l'Assemblée de Strasbourg», en évitant à dessein les désignations officielles, porte dans son propre statut le nom, vite oublié, de «*Assemblée Consultative*». On préféra l'appeler «*Assemblée européenne*» jusqu'à ce qu'elle-même décide, en 1962, de changer son nom en «*Parlement Européen*» décision qui suscita des protestations du côté français.

On proposa alors de l'appeler *Assemblée du Conseil de l'Europe*, jusqu'à ce qu'il fut décidé, en 1974, de choisir «*Assemblée parlementaire*».

Si l'on n'a pas voulu accepter le nom de «Parlement de l'Europe», c'est simplement pour une impropriété de langage: comment appeler «Parlement» une institution dépourvue de compétences législatives?

On a beau dire que l'Assemblée de Strasbourg joue un rôle moteur dans le développement européen, elle ne fait, en réalité, qu'exprimer des avis et ne jouit que de quelques pouvoirs budgétaires. Son pouvoir fonda-

mental consiste dans la possibilité de mettre en cause l'existence même de la Commission de la C.E.E. en la poussant à démissionner par un vote de censure à la majorité des deux tiers.

En 1974, on convient d'élargir ses compétences notamment par l'octroi de certains pouvoirs dans le processus législatif de la Communauté.

## Une crise de conscience patriotique

En janvier 1975, le Conseil de l'Europe se décide à apporter à l'Assemblée européenne des changements structuraux. Dans un premier temps, les parlementaires «européens» seront élus pour cinq ans selon un système électoral propre à chaque Etat. Ensuite, le Parlement européen ainsi élu élaborera lui-même, avant 1980, un projet de procédure électorale uniforme dont les modalités seront fixées à l'unanimité par le Conseil de la C.E.E. On précise déjà deux détails importants: les élections auront lieu le même jour dans tous les pays membres; le cumul des mandats européen et national est possible, mais non obligatoire.

Mais - on ne le sait que trop - chaque progrès de l'intégrisme déclenche une vague de clameurs patriotardes qui exaltent les vertus nationales, la gloire certaine du passé

et celle, probable, du futur. Un Parlement européen puissant signifiera, dit-on, le début de l'effacement de chaque nation. Et alors? Et bien alors «nous refusons notre effacement. Nous avons encore quelque chose à faire et à dire pour le bien de tous dans le monde». Ce sont les paroles d'un Français (voir «Le Monde» du 14-15 décembre 1975), mais elles auraient pu être prononcées par un défenseur intransigeant de n'importe quelles autres couleurs nationales. En France, le refus d'un vrai Parlement européen est exprimé à l'unisson par un important groupe gaulliste et par les communistes («Un crime contre la France, contre son peuple», «C'est la mise en cause de notre indépendance nationale» - sont les paroles préférées de M. Georges Marchais dès qu'il est question d'une Europe supranationale)

## Le mythe de la balance

La restructuration prévue du Parlement européen alimente les vieilles discussions sur la position de l'Europe unie vis-à-vis des deux super-puissances. Les deux opinions extrêmes sont toujours les mêmes:

1. L'Europe atlantique est la seule conception réaliste, la seule formule efficace; mais l'élection du Parlement européen au suffrage universel n'est en aucune manière un pas vers une Europe américanisée.

2. L'Europe doit s'écarter de l'Atlantique autant que de l'Oural; elle ne peut subsister qu'en tenant la balance égale entre les deux blocs, l'anglo-saxon et le soviétique.

Les socialistes français, toujours plus puissants, attendent avec impatience les élections directes du Parlement européen, qui

préparera lui aussi la victoire du socialisme à l'échelle de notre continent tout entier: «l'Europe sera socialiste ou ne sera pas...Il convient de préparer dès maintenant et l'entrée massive des travailleurs dans les institutions et l'internationalisation des luttes».

La répartition des sièges pose pas mal de problèmes. Maintenir la structure actuelle de l'Assemblée de Strasbourg (que nous avons décrite ci-dessus) serait inconcevable; en effet, avec la répartition actuelle, l'électeur luxembourgeois vaudrait plus de vingt fois l'électeur des plus grand pays de la Communauté. D'autre part, une proportionnalité intégrale écraserait les petits pays.

## Les projets de répartition des sièges entre les pays membres

PAYS	% de la population de la Communauté	Assemblée européenne actuelle		Projet de l'Assemblée européenne		Projet français		Projet irlandais	
		Nom- bre de sièges	% du total	Nom- bre de sièges	% du total	Nom- bre de sièges	% du total	Nom- bre de sièges	% du total
All. fédérale	24,21	36	18,18	71	20	65	22,9	74	19,28
Belgique	3,81	14	7,07	23	6,48	13	4,6	26	6,77
Danemark	1,96	10	5,05	17	4,79	8	2,8	20	5,21
France	20,29	36	18,18	65	18,31	55	19,36	68	17,7
Gde-Bretagne	21,90	36	18,18	67	18,87	59	20,77	70	18,23
Irlande	1,18	10	5,05	13	3,66	6	2,11	18	4,68
Italie	21,31	36	18,18	66	18,59	58	20,4	69	17,97
Luxembourg	0,14	6	3,03	6	1,69	3	1,05	9	2,34
Pays-Bas	5,22	14	7,07	27	7,61	17	5,98	30	7,81
Totaux .....		198		355		284		384	

On dispose actuellement de trois propositions (voir le tableau ci-joint) assez différentes, mais qui se ressemblent quand même par deux traits: l'augmentation du nombre des sièges (de 198 à 284, à 355, voire à 384 selon le projet irlandais) et le principe de donner aux petits pays une représentation supérieure à celle qui leur serait assignée par le critère proportionnel de la population.

D'autres difficultés surgissent:

- Le double mandat (européen et national) de chaque député doit-il être obligatoire?

- Les citoyens de la Communauté qui n'habitent pas leur pays d'origine pourront participer aux élections?

- Comment uniformiser le mode de scrutin? Les députés seront élus sur une liste nationale, au scrutin proportionnel, ou bien, dans le cadre des régions, au scrutin uninominal; ou encore, dans le cadre de circonscriptions *ad hoc*, également au scrutin uninominal?

S. Perrot

### APRES UN AN D'INTERRUPTION

## Une relance du dialogue entre la C.E.E. et le Comecon

Le 16 février, M. Weiss, président en exercice du Comecon, a remis à M. Thorn, qui préside cette année le Conseil des ministres des Neuf, un message concernant l'établissement de relations commerciales entre les deux blocs et la conclusion d'un accord en ce sens.

Une tentative d'entamer le dialogue C.E.E.-Comecon, faite par l'Union soviétique en 1974, a rapidement échoué. La récente ini-

tiative de la reprise des pourparlers appartient toujours aux pays de l'Est.

La mission à Moscou (mars 1975) de M. Wallenstein, directeur général des relations extérieurs de la Commission de la C.E.E. confirme l'existence de divergences profondes entre la Communauté et le Comecon, et la première initiative des pays de l'Est reste sans réponse. Mais pourquoi le Comecon était-il intéressé à un accord avec

la C.E.E.?

La réponse semble être la suivante: les Soviétiques avaient noté avec inquiétude qu'à partir de 1er janvier 1975 il appartenait à la Commission, et non plus à chacun des Etats membres, de négocier des accords commerciaux avec les pays socialistes et, ce qui contrastait clairement avec la conception de Moscou, les Neuf exprimaient leur volonté de promouvoir la conclusion d'accords entre la C.E.E. et chacun des pays de l'Est séparément. Par contre, les Russes voulaient - et désirent toujours - des négociations de bloc à bloc, afin d'accroître leur hégémonie sur leurs alliés, en limitant la liberté de manoeuvre économique de ces derniers.

Si la thèse de Moscou n'a pas trouvé à Bruxelles un accueil favorable, il faut ajouter qu'une éventuelle réussite était peu probable en raison, également, des divergences au sein du Comecon. Il s'agit notamment de la position des Roumains et des Polonais, intéressés à renforcer leur autonomie économique à l'égard de l'Union soviétique. En novembre 1975, par exemple, la Roumanie suggérait la conclusion d'un mini-arrangement Comecon-C.E.E., mais à la condition expresse qu'il n'exclut en aucune façon les négociations d'accords commerciaux séparés.

Après un silence d'un an, les Soviétiques font une nouvelle tentative de faire accepter aux Neuf l'idée d'un accord de bloc à bloc et présentent même un texte provisoire, conçu en plusieurs articles.

## **Il y a pourtant du nouveau**

L'Union soviétique semble de plus en plus intéressée à établir des relations commerciales avec la Communauté européenne. (On sait d'ailleurs que les thèmes dominants de la stratégie de M. Breznev sont la détente politique et la coopération économique avec l'Occident; en 1975 le volume d'affaires de l'U.R.S.S. avec les pays capitalistes se chiffrait à 15 milliards de roubles, soit plus du double par rapport à l'année 1971) D'autre part, la situation économique des pays de l'Est - malgré les déclarations optimistes diffusées par la propagande officielle - s'aggrave sans cesse et le déficit du commerce de l'Est européen avec la C.E.E. s'accroît sensiblement. Le

Comecon se voit donc contraint de développer à tout prix les échanges commerciaux avec les pays occidentaux. Le prix payé par les Soviétiques se déduit assez facilement du récent projet d'accord remis au président en exercice du Conseil des ministres des Neuf: Moscou renonce partiellement à son ancienne thèse, en permettant à chaque pays membre du Comecon de conclure des accords séparés avec la C.E.E. Voilà donc un succès net de la tendance autonomiste au sein du Comecon, appuyée d'une manière indirecte par certaines prises de position de la part de représentants autorisés de la C.E.E. «Nous ne voyons aucune raison - déclarait en janvier à Bucarest Sir Christopher Soames, le vice-président de la Commission européenne - à ce que le développement des relations bilatérales entre la Communauté et chacun des pays membres du Comecon gêne ou soit gêné par le développement de relations constructives entre la C.E.E. et le Comecon en tant que tel».

## **Intérêts communs et accords séparés**

Plus précisément, la dernière proposition du Comecon prévoit la stipulation de quelques principes de base de la coopération et des échanges, concernant ce qu'on définit comme secteurs d'intérêts communs aux deux blocs, à savoir la coopération commerciale et économique, la standardisation, l'environnement, les prévisions économiques dans les domaines de la production et de la consommation. L'article onze, qui est l'article-clé du projet d'accord, précise ensuite que certaines questions commerciales et économiques pourraient être réglées par des accords bilatéraux et multilatéraux. En d'autres termes, on reconnaît aux pays du Comecon le droit de signer des accords séparés avec la C.E.E.

Ce qu'on pourrait appeler une attitude plus élastique et plus réaliste des Soviétiques n'est en définitive qu'une nouvelle preuve de l'impossibilité objective de maintenir l'unité monolithique du bloc socialiste, soumis à la volonté discrétionnaire du Kremlin.

*Yvonne Duval*

## L'avenir des arts de spectacle

**Un Colloque  
du Conseil de l'Europe  
(Athènes, 1-3 mars 1976)**

Dans la plupart des pays de l'Europe se pose la question du bien-fondé et de la rentabilité des subventions de l'Etat en faveur des arts. Ces subventions profitent-elles réellement à ceux à qui elles sont destinées? La politique culturelle menée actuellement par les gouvernements européens a-t-elle la moindre chance de neutraliser l'art commercial qui vise uniquement au profit? Voilà deux des questions élémentaires, mais essentielles, discutées récemment à Athènes lors d'un Colloque qui a réuni plus de cent artistes, créateurs, interprètes, compositeurs, écrivains et critiques d'art de 18 pays membres du Conseil de l'Europe, en leur offrant la possibilité de discuter avec des responsables politiques de divers pays européens (parlementaires, représentants ministériels, administrateurs divers).

Rapports présentés: *Les arts de spectacle: valeurs, changements, perspectives*, par K. Blaukopf (Vienne); *Conformisme à la mode ou développement culturel?*, par R. Hoggart (Londres); *Démocratisation de la culture ou démocratie culturelle?*, par M. Hicter (Bruxelles) et *Elaboration d'une politique culturelle pour les arts de spectacle*, par A. Solomos (Athènes).

Parmi les communications associées aux rapports, nous jugeons utile de citer celle qu'a avancée le Dr J.C. Dragan au sujet du Théâtre «Alla Scala» de Milan qui, vu son importance, est reportée à part dans cette chronique.

### Conclusions du Colloque

Les participants étaient d'accord pour reconnaître que la haute culture ne pourrait

survivre dans le monde moderne si elle restait l'apanage des «happy few»; la culture devrait, par conséquent, devenir accessible et communicable à tous.

Les participants sont convenus que la justice sociale voulait qu'un effort tout particulier soit fait en faveur des couches de la société les moins privilégiées, la démocratie ne pouvant exister sans démocratie culturelle, où chaque individu aurait les moyens de s'exprimer.

Les subventions pour les arts devraient être réparties de façon à assurer des spectacles de grande qualité et à éduquer la public pour qu'il sache apprécier les activités culturelles et qu'il y contribue activement.

Une telle éducation pourrait être dispensée par les artistes eux-mêmes, ce qui leur donnerait une nouvelle fonction et pourrait remédier au chômage dans leur profession. C'est dans cet ordre d'idées, qu'il a été proposé de doter les créateurs et les artistes d'un nouveau statut qui leur assurerait une existence convenable et faciliterait leur contribution essentielle au développement culturel de l'individu et de la société européenne dans son ensemble.

Les nombreuses propositions qui ont été soumises au colloque seront examinées en mai par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Strasbourg; à son tour, celle-ci adressera des recommandations spécifiques à la Conférence européenne des Ministres de la Culture, qui se réunira à Oslo en juin 1976.

A la clôture des travaux, il a été présenté un spectacle de danses populaires de divers pays européens, organisé par Mme Dora Stratou, auteure du livre *Les danses grecques, lien vivant avec la Grèce de l'antiquité* (1967) et animatrice passionnée des manifestations folkloriques tendant à renouer les liens avec les traditions du passé.

## Le Théâtre «Alla Scala» (intervention de J.C. Dragan)

Ce serait un manque de déférence dans le cadre d'un Colloque si hautement qualifié comme celui sur «L'avenir des Arts de Spectacle», organisé par le Conseil de l'Europe, de ne pas mentionner l'apport artistique que le Théâtre «Alla Scala» a donné, durant deux siècles de vie, à l'Europe et - dirais-je même - aux peuples du monde entier.

Érigé en 1778, ce théâtre était destiné à éclipser la notoriété des plus célèbres d'Italie, car il possède une des salles de spectacles les plus parfaites et les plus harmonieuses du monde, qui a vu défiler, durant presque deux cents ans et sans interruption, les représentants les plus prestigieux du spectacle international.

L'usure des temps, le progrès technique et parfois les exigences sociales et de coutume apportèrent, à l'intérieur du théâtre, des modifications périodiques; mais aucun de ces changements n'a pu altérer la splendide structure architecturale d'origine.

Ainsi, par son activité artistique à très haut niveau, la «Scala» a pu s'insérer et s'imposer rapidement dans le tissu culturel et artistique de l'Europe et du monde en devenant une présence vive et vivificatrice.

Outre son imposante activité artistique en Italie, la «Scala» a toujours accepté les invitations qui lui parviennent de tous les

coins du monde pour des tournées dans tous les pays, sans distinction d'idéologie ou de réserves de nature sociale; elle a ainsi démontré comment l'art du spectacle ne connaît aucune barrière politique et que, dans son expression la plus élevée, il fait vibrer l'âme de tous les peuples.

La «Scala» s'est confirmée être le dépositaire d'une grande tradition, qui a eu la reconnaissance d'être le premier temple européen de la musique et du spectacle et d'avoir porté, à travers ces éléments, un message inoubliable de civilisation et de culture au monde entier.

Fière non seulement de ses traditions artistiques, mais centre de civilisation, la «Scala» ne se limite pas à ses activités du moment. Elle regarde l'avenir et se projette vers le futur. Elle organise des cours de formation professionnelle pour perfectionner ses artistes, en conformité des nouvelles exigences du public. Il s'agit d'une véritable action d'éducation artistique et professionnelle permanente qui ne peut se limiter à un domaine national.

Je me permets par conséquent de suggérer que l'Europe, en tenant compte de ce que «La Scala» a fait et peut faire pour la diffusion de l'art du spectacle et de la musique, veuille lui reconnaître cette importante fonction formative et de perfectionnement, en instituant auprès de ce théâtre un centre de formation européen pour les artistes du spectacle.

## Le centenaire Brancusi

L'UNESCO a inclus dans son programme «Hommes célèbres» pour le mois de février 1976, la commémoration du grand artiste roumain Brancusi (né en 1876), le créateur incontesté de la sculpture moderne du XXe siècle.

Parmi les nombreuses manifestations qui ont anticipé la commémoration à l'échelle mondiale, s'inscrit le symposium organisé le 29 décembre 1975 par l'*American Institute for Writing Research* de New York.

Le thème du symposium, qui a réuni des professeurs et des critiques d'art, a été «la dimension cachée dans l'oeuvre de Brancusi», c'est-à-dire *le temps*. Expriment

dans ses sculptures la symbiose entre le mouvement et l'immobilisme, entre le temps et l'espace (il suffit qu'on se rappelle la fameuse «Colonne infinie»), Brancusi a ajouté à la sculpture conventionnelle une quatrième dimension, que d'aucuns ont appelé «la vision dans l'espace-temps».

Parmi les communications présentées nous mentionnerons celles du Dr Serban Andronescu, le directeur de l'*American Institute for Writing Research*, qui a placé la création du grand maître roumain dans le contexte des innovations esthétiques du XXe siècle.

□

## Pour une Faculté de Linguistique sociale

Le désir de comprendre tous les hommes du monde, et de se faire entendre d'eux, dans une langue conventionnelle, a été à l'origine de l'espéranto: il suffirait ainsi d'apprendre une seule langue pour pouvoir parler avec tous les êtres humains. L'espéranto, fondé en 1887, est un produit de l'Europe de cette époque, qui pensait avoir la mission de coloniser, ou tout au moins d'euro-péaniser, le monde entier. Alors, la Russie était comptée parmi les «grandes puissances» européennes; l'Amérique - le «Nouveau Monde» - n'entrait pas en ligne de compte; et les voyageurs européens découvraient régions, tribus et langues inconnues. On croyait que tous les peuples accepteraient un dictionnaire leur paraissant comme un concentré des langues européennes, tel que celui de l'espéranto.

Aujourd'hui la situation est considérablement changée. A l'époque coloniale a succédé la décolonisation; après l'euro-péanisation est venu la désoccidentalisation; les rapports de force ne sont plus les mêmes et l'Europe fait partie d'un complexe humain plus vaste: l'«Occident», dont les contours deviennent de plus en plus précis. C'est dans ce climat qu'a paru *L'integrazione linguistica euratlantica* (Rome, 1963), dont le nom même indique les limites. De fait, cette intégration tient compte des langues latines et germaniques de l'Occident euratlantique, dans le but de réaliser l'unification linguistique de cette région seulement, et non pas de fournir à tous les peuples du monde une langue universelle, subsidiaire ou non.

En 1975, nous avons formulé une deuxième proposition: les principes appliqués à l'intégration euratlantique peuvent l'être également à l'échelle mondiale, au moins jusqu'à ce que soit formée une langue tellement majoritaire par rapport au reste de

la population mondiale, qu'elle s'impose à tous en vertu de la loi démocratique qui fait prévaloir la majorité.

La *Linguistique sociale*, une nouvelle discipline que nous proposons, a comme but l'élaboration des programmes et méthodes pour l'intégration graduelle des langues vivantes à l'intérieur de chaque famille linguistique, et des différentes familles entre elles à l'intérieur de la communauté humaine. La constitution d'un Institut d'Études linguistiques de niveau universitaire, d'une «Faculté de Linguistique sociale», est de nécessité urgente pour l'Europe, et d'utilité commune pour tous les peuples du monde.

Les principes de la Linguistique sociale sont contenus d'une manière plus ou moins explicite dans *L'integrazione linguistica euratlantica* surtout au Chapitre II, et dans les publications postérieures et complémentaires. On ne peut pas dissocier la linguistique sociale de la littérature, dans laquelle chaque peuple vit sa culture. C'est en effet à la poésie et à l'art littéraire, cultivés selon les données de la linguistique sociale, que revient la fonction d'intermédiaire entre la science et l'âme du peuple.

Le programme d'études de la Linguistique sociale, devra comporter, avec beaucoup d'autres, les points suivants:

1. Unification de l'écriture: en généralisant l'usage des chiffres arabes pour les nombres et de l'alphabet latin pour les lettres.
2. Standardisation de l'alphabet latin.
3. Conjugaison infinitive du verbe: réduction des formes verbales à une seule (l'infinitif). Remplacement des formes casuelles (de la déclinaison) par des groupes préposition + nom.

Emanuele Argentieri

# Latin vivant

Les cours de «latin vivant» organisés par la Fondation Européenne Dragan continuent à Rome, Piazza Foro Traiano 1, selon le programme prévu. Parmi les nombreux échos favorables suscités par cette initiative, nous sommes heureux de pouvoir mentionner l'enthousiaste adhésion du Pr Antonio Immé, personnalité marquante de *l'Unione Internazionale Studiosi della Latinità*.

Plausus vero tribuendus est primo huic Aedi Dragan - Europensium Unitati favendae constituae-suoque sumo illustri claroque Praesidi Constantino, qui Europensium Communitati cum faveret, tantam novam operam dat ut *Communitatis Linguistica* promoveatur quoque qua *Omnes in unum Europenses omnes copulentur cives*.

Sinite - quaeso, auditrices auditores praeclari et humanissimi - ut de his tirociniis inceptis gaudeam et laetar: parvula enim flammula, superiore accensa anno, hoc quoque anno renovatur alenda in spe magnum incendium humanitatis - Aede Dragan faultrice et ductrice - productura futuram.

Nos, tamen, quamquam haud levi aetate gravati, ab his agendis iucunde non desistimus, quibus Latinitatis lingua et doctrina recolantur et humanitatis sensus in nostra hodierna inhumana societate, consumistica et egoistica, pervulgari possint et augeant et splendeant.

Mais les principaux éloges s'adressent à cette Fondation Dragan, instituée pour favoriser l'unité des Européens, ainsi qu'à son illustre Président Constantin. S'occupant et se préoccupant de la «Communauté Européenne», il déploie, en effet, une activité si diligente et si utile pour qu'elle puisse également se retrouver dans une *Communauté Linguistique* au sein de laquelle *tous les Européens se sentiront égaux*.

Qu'il me soit donc permis - pardonnez-moi, mesdames et messieurs de me réjouir et de me féliciter personnellement de la reprise de ce cours de latin vivant: cette petite flamme, allumée l'an passé et ranimée cette année nouvelle, est, de fait, encore alimentée dans la conviction intime qu'elle puisse - grâce à l'aide et à la promotion de la Fondation Dragan - être à l'origine d'un grand incendie d'humanité.

Quant à nous, bien qu'appesantis par un âge qui n'est plus vert, nous ne cessons pas de nous occuper allègrement de cette entreprise, afin que la langue et la doctrine de la Latinité soient de nouveau cultivées et que notre société de consommation actuelle, égoïste et inhumaine, puisse permettre la diffusion, l'essor et le resplendissement de sentiments intimes d'humanisme vivant.

---

## Livres reçus:

### La Suède face à l'intégration Européenne

Auteur: Margaretha Lisein-Norman - Maître de recherches

Diffusé par l'Institut d'Etudes Européennes de l'Université Libre de Bruxelles - 39, Avenue F.D. Roosevelt - Bruxelles 1050

130 pages - Prix F.B. 130

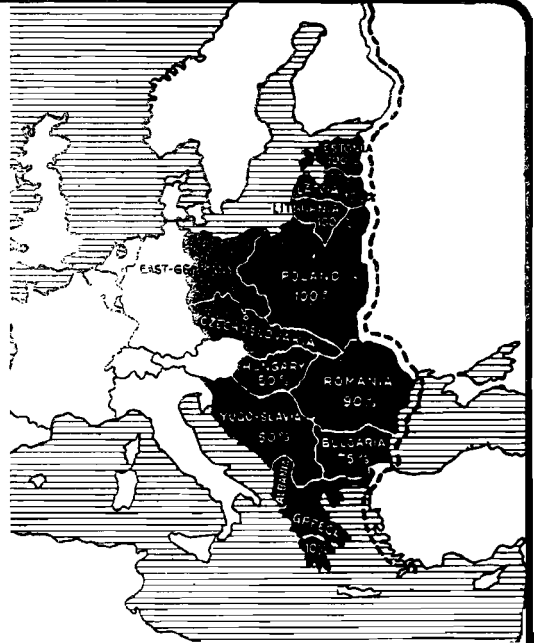
Le Bulletin Européen a publié un extrait de cette étude intéressante et approfondie dans le numéro 10/11 des mois d'octobre - novembre 1975 dans l'article intitulé «Peur au Nord-Est».

## YALTA - 1945

Churchill cède à l'Union soviétique l'Europe de l'Est.

## HELSINKI - 1975

La conférence de 35 nations reconnaît le status quo créé à Yalta.



« Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B. »

*Bulletin Européen*

### SOMMAIRE

L'Italie: talon d'Achille de la C.E.E. <i>par R.C. Hood</i> .....	p. 1
L'Europe d'Helsinki et l'Union Soviétique <i>par Europaeus</i> .....	» 6
Les précurseurs de l'Européisme .....	» 7
Council of Europe: Resolution comprising an action programme in the field of education .....	» 8
We and the others: Détente - Hopes and disappointments - <i>par H.Olsen</i> .....	» 10
Quo vadis Europa? <i>par S.Perrot</i> .....	» 12
Une relance du dialogue entre la CEE et le Comecon <i>par Yvonne Duval</i> .....	» 14
Arts: L'avenir des arts de spectacle .....	» 16
Le centenaire Brancusi .....	» 17
Linguistique: Pour une Faculté de Linguistique sociale <i>par E.Argentieri</i> .....	» 18
Latin vivant .....	» 19
Livres reçus .....	» 19

REDACTEUR RESPONSABLE: Dante Ferrari ★ Direction - Rédaction Via Magnanapoli 11 Roma ★  
ABONNEMENTS ANNUELS: ordinaire F.F. 50 - de soutien F.F. 250 ★ (ou monnaie européenne  
équivalente) ★ Reg. Trib. Rome N. 2840 du 15.12.1951 ★ Stampato in proprio ★